

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	MARS 1969 — 7 ^{me} ANNEE — N° 63		Le numéro
		Abonnement de soutien	10 F - 100 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
		Abonnement annuel	5 F - 50 F.B.	
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert	C.C.P. 2202 22 MARSEILLE

NOUVEAUX PAS DU "SYNDICALISME INTÉGRÉ"

« Nous approchons peut-être du moment où ce syndicat (la C.G.T.) se démasquera, perdra de ce fait son influence sur les fractions les plus actives du prolétariat et, par voie de conséquence, sera incapable de saborder les luttes de l'avenir. Un futur assez proche nous dira si le processus est aussi rapide et aussi net que nous l'avons prévu. En tout cas, une chose reste

acquise : le 35^{ème} Congrès a encore réduit les possibilités de manœuvre des dirigeants syndicaux, dépouillé quelques-unes des apparences qui dissimulent encore le rôle social de la C.G.T. »

(Programme Communiste, n° 32, Juillet-Septembre 1965).

Depuis les grèves de Mai-Juin 68 et leur sabotage dans l'orgie négociatrice, la loi sur les droits syndicaux dans l'entreprise, les récents accords patronat - syndicats sur la durée du travail dans la métallurgie, et sur la « garantie de l'emploi », n'ont fait que confirmer cette prévision. Tous ces événements ont contribué à réduire encore « les possibilités de manœuvre des dirigeants syndicaux ». Ceux-ci se trouvent contraints désormais de ne pouvoir jouer qu'une seule car-

te : la participation à l'économie capitaliste. Même si le seul mot de « participation » déclenche un déluge de critiques et de dénigrement chez les bonzes syndicaux, ils n'orientent ces critiques que sur un seul point : la classique participation aux bénéfices, qui est d'ailleurs déjà appliquée dans certaines entreprises depuis... plus de trente ans. Mais de la signification réelle de la participation ils n'en parlent pas, puisqu'ils se contentent de l'appliquer concrètement.

Alors, comment se fait-il que plus de 6 mois après ces événements, le patronat de la métallurgie ait consenti à réduire, de si peu que ce soit, et sans qu'il y ait eu une seule lutte sérieuse, une durée du travail qui était intouchable auparavant ? Une réponse simple à cette question est celle-ci : le patronat ne peut se permettre de diminuer de son plein gré la durée du travail que lorsque la productivité, c'est-à-dire la quantité physique de marchandises produites dans un temps donné et par un nombre d'ouvriers donné, a augmenté. Les prolétaires, de Renault et Citroën par exemple, en savent quelque chose de cette augmentation de la productivité.

Une autre réponse, complémentaire à la première, est que le fait de décider une réduction de la durée du travail à la suite de négociations patronat-syndicats constitue une victoire apparente du fonctionnarisme syndical et accrédite l'idée de la nécessité d'une telle fonction syndicale. Autrement dit, une fois cette idée de « nécessaires négociations » bien admise par tout le monde, les capitalistes et tous les larbins du capital pourront dormir sur leurs deux oreilles, car le prolétariat, confiant dans ses « représentants syndicaux », aura renoncé à toute lutte de classe. Et qui dit absence de lutte de classe dit collaboration de classe ou « participation ».

(Suite en page 2)

LA LOI SUR LES DROITS SYNDICAUX DANS L'ENTREPRISE

Elle donne droit de présence aux syndicats dans les entreprises en leur accordant des possibilités d'activité dans l'enceinte de celle-ci.

Premier point suspect : depuis quand les patrons, qui se vantent assez d'être maîtres chez eux, autoriseraient-ils les syndicats, qui se vantent d'être leurs ennemis déclarés, à s'installer officiellement dans leurs usines ? Depuis quand si ce n'est depuis que les dirigeants syndicaux ont prouvé dans les faits leur désir ardent de participer à la bonne marche des entreprises ? Et ce n'est pas M. Dreyfus qui nous contredira.

La loi en question reconnaît aussi aux syndicats le droit de lancer des

mots d'ordre de grève, mais à la condition de respecter la « liberté du travail ».

Deuxième point suspect : depuis quand la grève s'envisage-t-elle sans piquets de grève, si ce n'est depuis que les « responsables syndicaux » ont accepté avec joie de participer à la bonne marche des entreprises en autorisant les jaunes à travailler et par conséquent, à rendre la grève stérile ? Ce ne sont pas les prolétaires en grève qui nous contrediront quand ils devront se heurter, à ce sujet, aux flics du service d'ordre syndical, renforcés éventuellement par les flics du service d'ordre tout court.

LES ACCORDS SUR LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

C'est un point sur lequel le patronat et le gouvernement, lors de la grève générale de Mai-Juin 68, avaient été intransigeants malgré la situation pressante. Ils ne pouvaient pas accepter de bon gré de réduire la durée du travail alors qu'ils envisageaient déjà de faire mettre les bouchées doubles aux prolétaires lorsque ceux-ci l'auraient repris ; et c'est ce qui s'est produit. S'ils ont pu se permettre de rester sourds à cette revendication essentielle, c'est parce qu'ils disposaient dans les dirigeants syndicaux d'alliés sûrs ; d'autant plus sûrs qu'ils étaient prêts à tout pour se faire pardonner l'erreur de n'avoir pas prévu et de s'être

laissés surprendre par un mouvement aussi important que cette grève générale.

L'importance de la grève politique de masse dans la lutte prolétarienne ne résulte pas de ce qu'elle suppose réellement le degré élevé de « conscience de

classe » que les oppositions opportunistes à l'opportunisme dominant sont toujours promptes à lui attribuer. Cette importance provient uniquement de ce que la grève politique met nécessairement à la rude épreuve des faits les illusions politiques inévitables avec lesquelles les masses entrent en lutte, et qu'elles nourriront inévitablement jusqu'à la Révolution. La raison en est simple : c'est seulement par des épreuves réelles répétées que la question des perspectives d'avenir de leur classe s'imposera bon gré mal gré aux millions d'ouvriers qui, en temps de paix sociale, peuvent indéfiniment la méconnaître ou l'éviter ; c'est uniquement par des épreuves répétées qu'une fraction d'entre eux seront poussés à s'organiser en parti de classe, car c'est uniquement ainsi qu'ils se rendront compte que l'opportunisme n'a aucune perspective plausible d'émancipation à leur offrir, ainsi surtout que leur désir d'émancipation se trempera assez pour les transformer de mécontents en révolutionnaires.

La journée d'action du 12 février: UN REPROCHE MUET

Quelque temps avant la date prévue pour cette manifestation, le secrétaire général de la C.G.T. déclarait, non sans grandiloquence, que gouvernement et patronat avaient tort d'oublier ce qu'on disait après mai-juin, à savoir, que « rien, désormais, ne saurait être comme avant ». Reproche imprudent qui se retourne contre ses auteurs : le trait le plus significatif de la « journée » du 12 février c'est que les dirigeants syndicaux y ont essayé, sans grand succès, d'agir exactement « comme avant la grève générale du printemps dernier ».

Une formule d'action volontairement vague, allant de la pétition au meeting, du dépôt de motions à la grève partielle ; la prétention, par cette menace dérisoire, « d'imposer au patronat » rien moins que la « restitution du pouvoir d'achat d'après-grève » ; des mouvements ridicules tel le quart d'heure d'arrêt de travail dans la presse ; toutes ces démonstrations d'impudence et d'avilissement de la lutte ouvrière, constituent, à ne pas s'y tromper, une tentative de reconduction de ces parodies d'agitation dont la levée en masse de mai-juin 1968, bien loin d'être le « prolongement », apparaît avant tout comme l'énergique et définitive répudiation.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si les ouvriers répugnent désormais à suivre une tactique que les moins avertis d'entre eux, après le formidable élan de mai, croyaient définitivement résolue. Et peut-être le semi-fiasco du 12 février, est-il la première désapprobation manifestée par l'ensemble de la classe ouvrière à l'égard de dirigeants dont elle commence, intuitivement, à discerner le véritable rôle. En tout cas, s'il est nécessaire de procéder avec prudence quant à l'interprétation des mobiles réels de la « base », il n'est pas permis d'ignorer ceux du « sommet » : c'est délibérément, pen-

sions-nous, que les chefs confédérés s'en sont tenus, le 12 février, à des directives à tel point inoffensives et anodines qu'elles en devenaient ridicules.

Si le mécontentement, dans un grand nombre de catégories professionnelles, se traduit par une sourde apathie qui peut servir d'alibi à l'extrême modération des consignes syndicales, il est, en effet, des secteurs de pointe où cette modération est déterminée par la raison exactement contraire, c'est-à-dire par la crainte d'une relance possible de l'agitation sociale. C'est très probablement le cas de la métallurgie où les ouvriers en ont gros sur le cœur contre les cadres syndicaux, ceux de la C. G. T. en particulier. Non seulement ces derniers ont saboté les ultimes luttes de l'arrière-grève de juin, exerçant toutes sortes de pressions pour faire reprendre le travail, tandis qu'ils traînaient dans la boue les ouvriers les plus combattifs, mais encore, au cours des mois suivants, ils n'opposèrent aucune réaction sérieuse à la contre-offensive patronale des licenciements discriminatoires.

Dans un pareil milieu, la situation, à plus ou moins brève échéance, doit nécessairement redevenir explosive et l'attitude adoptée de-

(Suite en page 4)

L'opportunisme du PCF ne révisé la "voie parlementaire au socialisme" que pour mieux repousser le principe de la révolution politique violente tout comme le vieil anarcho-syndicalisme

NOS PERMANENCES :

A PARIS :

Le samedi 29 mars de 15 h. à 19 h. 30

SALLE LANCRY
10, Rue de Lancry (X^{me})

A MARSEILLE :

Le samedi 8 mars
et
le samedi 22 mars

de 17 h. à 20 h. au Siège du Journal
7, Cours Honoré-d'Estienne-d'Orves (4^{me} étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT
Y PRENDRE CONTACT AVEC NOTRE PARTI

La grève indubitablement politique de mai-juin 1968 a permis aux millions d'ouvriers qui l'ont faite, sans se laisser intimider ni par le gouvernement, ni par les cris hystériques du PCF à la « provocation », de constater deux choses : aucun parti tant soit peu influent n'était disposé à s'emparer du pouvoir par des moyens anti-constitutionnels, « le grand parti révolutionnaire de notre temps » (entendez le PCF tel qu'il se définit lui-même) moins que tout autre ; mais le moyen constitutionnel universellement prôné (c'est-à-dire les élections) a assuré la victoire au gouvernement, les classes moyennes ayant tout naturellement voté non pas en alliées anti-monopolistes inconditionnelles des ouvriers, mais en ennemies déclarées de la grève générale et des désordres sociaux. Indépendamment de cette « conscience de classe » spontanée sur laquelle l'anarcho-syndicalisme et « communistes de conseils » spéculent sans s'aviser que ce sont eux qui l'inventent, une question a donc été objective-

ment posée — et elle continue à se poser aujourd'hui : où est donc l'issue pour l'avenir ? Abstraction faite d'une connaissance des véritables problèmes du Communisme, qui fait fatalement défaut à la grande masse à une époque aussi réactionnaire que la nôtre, une telle question ne peut comporter que deux réponses : ou bien il faudra désormais rejeter tout respect de la légalité, puisque c'est « la légalité qui nous tue » ; ou bien il faudra renoncer désormais à toute lutte susceptible de rejeter les classes moyennes dans les bras de l'ennemi. Tel est le dilemme devant lequel les masses ont été objectivement placées par leur propre lutte, et il constitue sans aucun doute une clarification. Celle-ci cause à n'en pas douter de graves tracassés à l'opportunisme qui ne peut ni faire la moindre concession à la première conclusion, incompatible avec sa fonction conciliatrice, ni préconiser ouvertement la seconde, incompatible avec le maintien de son contrôle sur la CGT ; mais les

(Suite en page 4)

Nouveaux pas du "syndicalisme intégré"

(Suite de la première page)

Tous ces accords nationaux ou d'entreprises n'ont pas d'autres si-

gnifications. Encore moins le dernier de ces accords sur la question de la

GARANTIE DE L'EMPLOI

Comme si le capital pouvait garantir aux prolétaires un emploi dans une production marchande dont la concurrence est telle qu'elle oblige les entreprises à de « nécessaires concentrations » et donc de nécessaires licenciements. Comme si la production pouvait augmenter sans cesse et sans que les marchés s'engorgent de marchandises. Comme si cette production pouvait déboucher sur autre chose qu'une crise générale mondiale périodique

LA « JOURNÉE NATIONALE D'ACTIONS » DU 12 FÉVRIER

En outre, la conclusion de cet accord est venue à bonne date : 2 jours avant la « journée nationale d'actions du 12 février ». Ce qui ne pouvait manquer de freiner une éventuelle combativité, bien que les mots d'ordre lancés et l'organisation par la C. G. T. de ladite journée ne laissent guère de doute quant à la dispersion des forces. Le résultat de ce 12 février revêt plusieurs aspects :

— Premièrement, la C. G. T. a voulu faire voir aux prolétaires qu'elle n'hésiterait pas à utiliser l'action à l'échelon national, et le tapage publicitaire à cet égard est là pour le prouver.

— Deuxièmement, du fait de cette publicité longtemps avant la date, la C. G. T. a pu prendre le prétexte de cette journée du 12 février pour tenter de stopper les actions en cours dans diverses entreprises, même lorsqu'il ne s'agissait que de débrayages limités.

— Troisièmement, la C. G. T. a voulu prouver au patronat qu'il peut avoir confiance en elle, de même que dans les autres syndicats. La participation effective dans laquelle ils se jettent, particulièrement au cours de ces derniers mois grâce à la conclusion d'accords, en illusionnant les prolétaires, leur permet de tenter de reprendre en mains la direction du mouvement ouvrier et par conséquent, de retrouver la confiance du patronat qui avait été quelque peu ébranlée par la grève générale de 1968.

— Quatrièmement, la C. G. T. a pu mettre en pratique les possibilités offertes par la récente loi sur les droits syndicaux en appliquant à fond ce qu'elle appelle « la démocratie syndicale », qui consiste à multiplier les réunions, atelier par atelier, équipe par équipe en vue de consulter « démocratiquement » tous les « intéressés » sur la nature des revendications à poser et sur les formes d'action à utiliser. Résultats : des cahiers de revendications épais comme des dictionnaires et des formes d'action aussi variées que possible vu que chacun étant interrogé individuellement ne répond qu'en tant qu'individu et en fonction de ses considérations personnelles, qui sont totalement assujetties à l'idéologie bourgeoise dominante.

En effet, chaque prolétaire vend individuellement sa force de travail au capitaliste parce qu'il n'a pas d'autres possibilités que celle-là pour vivre. Cet esclavage moderne le livre pieds et poings liés à l'exploitation la plus féroce. Le capitaliste a tous les droits sur le prolétaire parce qu'il est libre d'accepter ou de refuser d'acheter sa force de travail ; tandis que le prolétaire n'a que le droit de se plier au despotisme de l'exploitation parce qu'il doit absolument vendre sa force de travail pour vivre. Mais le capitalisme a ceci de particulier : les prolétaires sont exploités obligatoirement sur un même lieu de travail. L'exploitation de l'un ne peut se faire que grâce à l'exploitation des autres. La production capitaliste n'existe que comme exploitation collective du travail salarié : c'est une production sociale. Il résulte de cette situation deux aspects contradictoires :

1) Tous les prolétaires ayant des forces de travail de valeurs différentes sont en concurrence les uns par rapport aux autres.

2) Tous les prolétaires sont dans la même situation sociale par rapport aux capitalistes. Ils appartiennent tous objectivement à une même classe sociale, le prolétariat.

du capitalisme et pouvait trouver une autre issue que la guerre mondiale ou la révolution mondiale. Il n'y a que les bourgeois et les agents de la bourgeoisie pour masquer cette vérité fondamentale ou s'illusionner sur la possibilité d'une autre perspective. C'est encore un autre aspect de la participation que de faire chorus avec les illusions et les promesses démagogiques de l'idéologie bourgeoise.

Dans le premier cas, c'est la soumission la plus complète aux intérêts de la bourgeoisie et du capital ; la soumission à l'individualisme qui est le support fondamental de l'idéologie bourgeoise de tous les exploités et de leurs valets.

Dans le second cas, c'est, du fait de l'exploitation et contre cette exploitation, la manifestation d'une solidarité de classe, l'effacement de la conscience individualiste devant la conscience de classe.

Chacun de ces deux aspects existe dans le sein du prolétariat, mais jamais dans la même mesure ; l'un prend nécessairement le pas sur l'autre suivant la situation objective et le degré de maturité politique de la classe. En l'absence de luttes, c'est le premier qui domine, la conscience individualiste bourgeoise triomphe et avec elle la démocratie, qui n'est que l'expression et la comptabilisation de toutes les consciences individuelles prises isolément. Inversement, les périodes de luttes permettent l'éveil de la conscience de classe qui ne triomphe qu'en rejetant toute conception individualiste. Ce qui ne veut pas dire que toutes les consciences individuelles soient mortes, mais qu'elles n'existent que parce qu'elles s'identifient à la conscience de classe. Celle-ci donc, et en même temps toute lutte sérieuse du prolétariat, ne peut être que profondément anti-démocratique.

La démocratie dans les rangs de la classe ouvrière ne pourrait être admise que si la conscience de classe pouvait surgir à la fois d'une façon complète et en même temps chez la majorité des individus. Mais c'est une hypothèse qui relève de l'utopie. Il faut bien admettre qu'il ne peut y avoir objectivement qu'une minorité qui concentre en elle toute la conscience des buts et des moyens de la classe. Cette minorité, cette avant-garde consciente, c'est le Parti de classe qui seul peut prétendre guider les luttes de la classe parce qu'il peut seul aider celle-ci à tirer les dures leçons des luttes passées, armes essentielles pour les luttes futures ; armes irremplaçables sans lesquelles le prolétariat serait incapable spontanément de se libérer définitivement du joug du capital, ni même de surmonter les obstacles et d'orienter les luttes actuelles pour les objectifs les plus immédiats.

Il est nécessaire que les prolétaires les plus conscients rejoignent les rangs du Parti de classe et constituent à l'intérieur des usines et des syndicats des détachements du Parti pour redonner à l'ensemble du prolétariat la force de combattre toute la merde idéologique bourgeoise, dont la démocratie prônée par les dirigeants syndicaux actuels est un des plus beaux échantillons, et dont l'éventail déclinant des revendications « personnalisées » est la plus belle manifestation anti-unitaire ; pour lui donner la force de rejeter toutes sujétions de pacifisme social qu'entraîne la signature d'accords à plus ou moins longs termes, accords qui ne font que maintenir le principe démocratique grâce auquel les « représentants mandatés » n'ont d'autres soucis que de soutenir et défendre l'exploitation capitaliste pour conserver leurs positions de politiciens et de bureaucrates corrompus ; pour faire redécouvrir au prolétariat, à travers les luttes à venir, les lignes fondamentales du programme communiste révolutionnaire qui est le sien.

A bas la démocratie et la dictature du capital ! Vive la dictature du prolétariat !

AU CONCILE TROTSKYSTE :

L'immédiatisme triomphe

Le monde marche à l'envers ; des trotskystes se sont réunis non pas pour scissionner, mais pour amorcer une fusion ! On comprend que le tout-Trotsky se soit donné rendez-vous à la Mutualité ce 31 janvier.

Un des orateurs de Lutte Ouvrière ironisait sur le temps où « pour deux trotskystes il y avait trois tendances. » La réunion a dû le rassurer

Les paradoxes n'ont pas manqué : « Mais s'il n'y a pas de programme commun, il y a une action commune possible » (3^{me} intervention de Lutte Ouvrière). Mais alors qui va déterminer le choix de telle action plutôt que de telle autre ? Si ce n'est pas le programme, ce sera la majorité : autant dire la mode ou l'air du temps ! Toutefois, cette majorité « se trompe » avec une constance qui afflige nos apôtres de la démocratie : « Le mouvement trotskyste, pourtant armé du remarquable instrument qu'est le programme de transition, n'a fait en trente ans que des progrès minimes alors que malgré la suite ininterrompue de trahisons et d'erreurs qui constituent sa ligne politique le P.C.F. est toujours le parti majoritaire... » (1ère intervention de L.O.). Alors, messieurs les trotskystes, appliquez votre démocratie avec conséquence : allez militer au P.C.F. !

Quand ce n'est pas la majorité qui détermine le choix des actions, c'est la « force des choses » ; ainsi, en mal, « (les tendances sont) unies dans les mêmes actions, même si c'est plus par la force des choses que par la volonté de ceux qui les composent. » Précieux aveu de l'irresponsabilité complète de gens qui postulent par ailleurs à la direction du mouvement ouvrier. Cela ne peut nous surprendre, car nous savons que la conscience des buts à atteindre n'existe que dans le programme et le parti qui le défend, ce programme que, tels le Renard de la fable, les trotskystes se

sur ce point : par-delà des divergences soulignées avec complaisance, l'unanimité fut parfaite. Unanimité... dans le confort de l'idéologie dominante bien sûr. Mais n'est-ce pas le but de tous les démocrates que de se confondre avec l'opinion ? Trois heures d'exposés affligeants de Lutte Ouvrière ou de Rouge devaient nous montrer l'enlèvement de ces organisations dans ce « marais » bourgeois dont parlait Lénine.

consolent de ne pas posséder en le disant insuffisant.

Lutte Ouvrière dit bien que « les échecs du prolétariat n'ont de sens historique que s'ils le préparent mieux à ses futurs combats » et que « le parti révolutionnaire c'est la mémoire militante du prolétariat » — formule heureuse que les trotskystes illustrent négativement en faisant la preuve éclatante de leur amnésie historique. Leur « mémoire militante » a en effet enregistré scrupuleusement toutes les erreurs tragiques de la Troisième Internationale, si bien qu'ils « préparent le prolétariat à ses futurs combats » en essayant de lui faire emprunter à nouveau la voie de ses pires échecs du passé. Ainsi l'assemblée oecuménique de la Mutualité se tenait sous le signe du Front Unique de tous les révolutionnaires. En quoi consiste ce Front Unique ? « Aujourd'hui un mouvement révolutionnaire regroupant les différentes tendances trotskystes, maoïstes, anarchistes aurait un impact suffisant... » On aurait pu croire que Marx avait exécuté l'anarchisme une fois pour toutes, on aurait pu croire qu'entre le trotskysme — de Trotsky ! — et toutes les formes du stalinisme — le maoïsme étant une vieille marchandise sous un emballage neuf — il y avait eu assez de sang versé pour que de tels amalgames ne voient jamais le jour. Mais justement les opportunistes (grands ou petits) sont amnésiques par nature, ils vivent dans le présent et oublient les « vieilles » querelles !

Si le Front Unique n'englobe

pas le P.C.F. c'est, semble-t-il, parce qu'il est un os trop difficile à digérer, mais par contre, sa « base ouvrière » exerce une véritable fascination sur les petits-bourgeois, révolutionnaires auto-proclamés : « Nous ne pourrions les gagner — et il est nécessaire de les gagner — qu'en opposant aux forces des appareils bureaucratiques une autre force. Cette force nous ne la constituons que par notre union. » La puissance du P.C.F. ne leur a pas échappé et leur explication en est profonde : le P.C.F. est puissant parce qu'il dispose de « milliers de militants dévoués et jouissant de la confiance de leurs camarades de travail. » Si quelque mauvais esprit demandait pourquoi le P.C.F. dispose ainsi de milliers de militants, il s'entendrait sans doute répondre que c'est parce qu'il est... puissant ! Les trotskystes appliquent du reste la même tautologie à leurs propres forces et proclament : « Soyons nombreux pour être plus ! » Le meeting s'est terminé sur de vifs appels à l'Unité, la seule note discordante étant donnée par la brève intervention d'un de nos camarades.

Les bruyantes fiançailles de Rouge et Lutte Ouvrière sonnent le glas d'une opposition au stalinisme qui, bien que gangrenée de démocratie, avait encore quelques réflexes de classe dans l'état de secte où elle se trouvait. Le trotskysme n'existe plus, il s'est suicidé. L'immédiatisme correspond mieux à son développement quantitatif (relatif) et à sa dégénérescence idéologique achevée.

Un mensonge impudent : la garantie de l'emploi

Vous pouvez bien éplucher tout ce qui a été dit et écrit sur l'accord signé entre représentants patronaux et syndicaux à propos de « l'emploi » ; vous n'y découvrirez rien d'autre, concernant le sort futur des vrais chômeurs, des chômeurs inéluctables, que la clause du « délai d'information ». Ce délai, c'est le laps de temps qui sépare l'annonce d'un licenciement de sa date effective d'entrée en vigueur. Ce laps de temps, aux termes de l'accord, variera de 8 à 30 jours selon que le nombre d'ouvriers licenciés passera de 10

à 100. On ne nous fera d'ailleurs pas croire, soit dit en passant, que les patrons seront assez sots pour mettre à la porte d'un seul coup une centaine de salariés, alors qu'en procédant par petites tranches, ils pourront s'en tirer avec des « délais d'information » de l'ordre d'une semaine et non pas d'un mois. Mais l'essentiel, c'est la question de la compensation pécuniaire de la perte de l'emploi sur laquelle ni le texte de l'accord, ni les commentaires qui l'accompagnent, ne donnent de renseignement précis.

En ce qui concerne ce que ces messieurs appellent élégamment « les licenciements dus à des causes conjoncturelles » c'est-à-dire en ce qui concerne le vrai chômage, rien, absolument rien, n'apparaît dans l'accord qui fasse allusion à la somme en argent que les chômeurs sont fondés à réclamer pour survivre. Et cela suffit à faire justice de l'odieuse vantardise des dirigeants opportunistes qui ont parlé, à propos de l'accord signé, de « succès pour les travailleurs », de « dispositions non négligeables », « d'avantages réels ».

Mais même les clauses plus précises qui concernent ce que les spécialistes appellent le chômage « technologique », c'est-à-dire celui qui résulte des modernisations, concentrations et suppressions d'emploi, ne résistent guère à l'examen et n'infirmen en rien la dure réalité de la société capitaliste.

La grande crise économique n'est pas encore là. Le chômage actuel, quoiqu'en courbe croissante, n'est encore dû qu'aux transformations techniques d'une production en expansion. Mais c'est dès aujourd'hui que la classe ouvrière doit se serrer les coudes en prévision de la terrible lutte future. C'est avant, bien avant qu'éclate le combat général inévitable que les ouvriers doivent reforger leur unité. Tâche urgente : il s'agit d'être prêts tout de suite afin que la crise fondant sur toute la société ne divise le prolétariat en deux fractions ennemies dont l'une sera vouée au chômage et à la misère et l'autre terrorisée par la crainte de perdre le gain-pain qu'elle possède encore.

Si les premières victimes du chômage — quelles que soient les causes et formes de celui-ci — sont abandonnées à leur sort, si l'ensemble des salariés n'est pas alerté sur la signification cruciale de ce combat avant-coureur, si les salariés encore épargnés par le chômage ne sont pas mobilisés autour d'une opposition acharnée à la tactique enveloppante du capitalisme, il sera très difficile d'opposer à celui-ci un front massif lorsqu'il passera à une guerre généralisée et impitoyable pour la défense de sa propre existence. Nous ne pouvons, pour notre compte, que tirer la sonnette d'alarme et dénoncer, preuves en mains, l'attitude des directions syndicales — C. G. T. en bonne place — qui, sur ce point essentiel, et sous couvert « d'accords » bénéfiques, sont déjà en train de capituler.

Lors de son 36^{ème} Congrès en 1967, la C. G. T. affirmait nettement le principe suivant : « pas de licenciement sans reclassement de cent des licenciés ». De cette belle résolution que reste-t-il dans l'accord signé ? « Reclassement de cent », cela ne pouvait signifier que reclassement dans un emploi aussi bien rétribué. Or, il a suffi de changer le préfixe d'un mot pour que les promesses ronflantes des bonzes se traduisent en un misérable marché : il ne s'agit plus, selon le texte de l'accord, de garantir le reclassement de la force de travail menacée, mais de limiter les effets de son déclassement.

« Les deux premiers mois des travailleurs déclassés — lisons-nous dans « L'Humanité » du 7-2-69 — seront assurés à 100 %. Le troisième mois serait payé sur la base du

nouveau salaire auquel s'ajouterait 80 % de la différence entre l'ancien et le nouveau (96 F par exemple pour un salaire de 100 F ramené à 80 F). Le quatrième mois c'est le nouveau salaire et 60 % de cette différence qui seraient assurés ; le cinquième mois la différence serait payée sur la base de 40 % et le sixième mois à 20 % ».

Ainsi, six à sept mois s'écouleront entre le moment où le déclassement sera décidé et la date où le salaire d'un ouvrier qualifié, par exemple, sera ravalé à celui d'un manœuvre. Bien entendu, les « théoriciens » des syndicats élaboreront savamment un plan de « formation professionnelle » et de « perfectionnement continu », destiné à permettre un reclassement professionnel dont quiconque, tant soit peu au courant de la vélocité et de la variété des transformations techniques de la production actuelle, sait bien qu'il est pratiquement impossible. Nous nous réservons de revenir ultérieurement sur ce point avec arguments circonstanciés. Soulignons pour l'instant quel efficace anesthésique de la combativité ouvrière représente ce sursis de 6 à 7 mois accordé à la force de travail déqualifiée : 6 à 7 mois durant lesquels les salariés épargnés par les « reconversions » auront tout le temps d'oublier le sort de leurs camarades qu'elle a frappés, durant lesquels les parloles interminables et les transactions inavouables de la « commission paritaire de l'emploi » pourront s'exercer à fond pour déconseiller toute lutte radicale et compacte ; 6 à 7 mois, en-

(Suite en page 4)

(Nous donnons ci-dessous la fin du compte rendu des principaux exposés de la réunion générale du Parti qui s'est tenue les 28 et 29 décembre derniers. La première partie de ce bref compte rendu a paru dans notre numéro de janvier.)

En retraçant brièvement l'histoire de la lutte qui opposa, de la fin de 1921 au grand tournant de 1926, notre courant, la Gauche communiste, à la direction de la III^e Internationale, le rapporteur rappela que les questions soulevées concernaient surtout, au début, la tactique et, par voie de conséquence, l'organisation du mouvement communiste international, mais que le conflit finit par toucher les questions de principe. Par ailleurs, au fur et à mesure que s'affirmait davantage la dégénérescence de l'Internationale communiste, notre courant passa de la critique à la lutte déclarée et, finalement, de celle-ci à la rupture.

Cette controverse, qui s'amplifia au fur et à mesure que l'Internationale passait du mot d'ordre du « front unique » politique à celui du « gouvernement ouvrier », puis du « gouvernement ouvrier et paysan », et pratiquait la soi-disant « bolchevisation » des partis occidentaux, se déroula entre les deux pôles suivants. L'influence du Parti sur les masses peut-elle s'étendre quelle que soit la situation historique, en recourant à des expédients et à des manœuvres apparemment inspirés par la volonté de maîtriser, grâce à une organisation solidement encadrée, la dynamique objective des luttes de classe, comme le pensait la direction de l'Internationale, ou bien au contraire, comme nous le pensions, l'élargissement de l'influence du Parti ne peut-elle résulter que de la radicalisation des situations objectives, d'une part, et de l'autre, de la fermeté, de la fidélité du Parti à sa tâche, qu'il ne peut manifester qu'en s'en tenant strictement à ses postulats d'organisation et de tactique, tout « tournant », toute manœuvre ne faisant que traduire sa propre subordination à l'influence changeante des situations ? L'histoire de la dégénérescence progressive de la glorieuse Internationale de Lénine se résume dans cette anxieuse recherche d'expédients tactiques ou organisationnels, dans l'illusion tragique et désespérée qu'ils permettraient d'atteindre plus vite, par une voie plus facile, en épargnant de précieuses énergies, le but suprême de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Mais cette histoire démontre du même coup que la voie révolutionnaire est certes difficile, mais aussi unique et directe : en essayant d'emprunter d'hypothétiques « raccourcis », on n'arrive pas plus vite, mais on finit par aller dans la direction exactement opposée tout en abandonnant en chemin les armes du mouvement communiste, tout ce qui en fait, précisément, un mouvement communiste : tactique et méthodes d'organisation d'abord, théorie et programme ensuite.

La Gauche communiste revendiquait la méthode inverse, affirmant que seule une constante fidélité à son programme et à ses méthodes permettrait au Parti d'élargir réellement son influence et, lorsque les conditions objectives en seraient mûres, d'atteindre ses buts suprêmes. Les considérations qui l'inspiraient n'avaient donc rien à voir avec ce que l'on sait de « pureté doctrinale » ou on ne sait quel goût pour la « tour d'ivoire », mais découlaient d'exigences éminemment pratiques, imposées par la vie et l'action du Parti communiste mondial : lorsqu'il crut pouvoir s'en affranchir il perdit sa propre nature et le triomphe du « socialisme dans un seul pays », véritable négation du marxisme, put être célébré sur son cadavre.

Exigences pratiques, disons-nous. En effet, tout ce qui distingue des autres le Parti de la révolution et de la dictature internationales du prolétariat, ne peut demeurer à l'état de simples proclamations programmatiques, mais doit se manifester à chaque moment de la vie et de l'action du Parti communiste et le définir comme tel pour ses militants comme pour le reste de la classe ouvrière. « Pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire » : aucune directive d'action ne peut donc être lancée en dehors de ce système de prévision des phases nécessaires du cours historique de la révolution communiste dans lequel se condense la théorie marxiste. Il n'existe pas de « moyen » qu'on puisse séparer de la « fin », à moins de re-

RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI

La gauche communiste et la III^e Internationale

noncer à toute notre critique de l'opportunisme gradualiste et réformiste. Il n'existe pas de tactique qui ne puisse être déduite des buts programmatiques qui nous définissent et de la sûre prévision du comportement historique des différentes classes et couches de la société capitaliste à tous les tournants — positifs ou négatifs — du conflit social, à moins de renoncer expressément à considérer le marxisme comme une théorie globale et définitive de l'histoire et de ses « lois naturelles ».

Une fois tranché le lien qui unit les moyens aux fins, « le présent à l'avenir du mouvement », la tactique à la stratégie, tout est compromis : la claire conscience du but, la solidité de l'organisation intérieure, la continuité de son patrimoine théorique et de son activité pratique, la capacité d'influencer les masses (non pas dans une direction quelconque, mais dans une seule, celle qui correspond aux buts fondamentaux que le Parti doit agiter constamment au sein de la classe ouvrière et s'efforcer d'y enraciner, par ses actes plus encore que par la simple propagande). C'est cette conviction profonde, dont le bien-fondé a été tragiquement confirmé par l'histoire, qui est au cœur de la bataille menée par la Gauche communiste au sein de l'I. C. ; de son opposition au front unique politique qu'elle considérait à juste titre, comme un premier pas vers une atténuation de la bataille historique qui opposait les partis communistes aux partis soi-disant ouvriers passés à l'ennemi ; de son opposition au mot d'ordre du gouvernement ouvrier qui, dans le meilleur des cas, n'avait pas de signification propre, mais pouvait suggérer, dans la pire hypothèse, que le problème du pouvoir pouvait être résolu autrement que par la destruction violente de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, que ce n'était pas la question de la nature de l'Etat qui se posait, mais simplement celle d'un changement de gouvernement, ou bien encore qu'il convenait de s'assurer de soi-disant positions intermédiaires par quelque manœuvre de type parlementaire avec des partis ou des groupes soi-disant « voisins » des communistes ; de son opposition au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, extension du précédent particulièrement dangereuse puisqu'elle en venait à proposer un bloc de plusieurs classes ; et ainsi de suite jusqu'à la rupture complète avec l'ensemble de la méthode de direction de l'Internationale (1925-26) qui, dans une orgie d'éclectisme tactique et organisationnel derrière laquelle se profilait déjà les « innovations » programmatiques de la période suivante, préluait à la dégringolade finale dans le stalinisme.

Si le rapporteur n'a pu donner qu'un bref tableau de cette continue bataille pour maintenir l'Internationale sur ses bases originelles, il fut cependant suffisant pour présenter à l'auditoire le tableau de ce drame historique dont l'épilogue sanglant domine le mouvement ouvrier international depuis maintenant quarante ans. On évoqua en particulier les grandes batailles prolétariennes (et plus spécialement 1923 en Allemagne) qui furent perdues parce que l'Internationale avait sacrifié aux illusions possibles de « conquérir la majorité » par la voie détournée d'accords conclus avec les sociaux-démocrates ou le centre maximaliste, la voie maîtresse définie dans les deux premiers congrès de l'Internationale elle-même. Avec toute sa passion, Lénine avait écrit à son

retour en Russie en 1917 : « Fondons hardiment, honnêtement, en prolétaires, à la Liebknecht, la III^e Internationale ennemie irréductible à la fois des social-chauvins et des « centristes » hésitants. Après ce qui vient d'être dit, point n'est besoin de longs discours pour démontrer qu'il ne saurait être question de l'unification des sociaux-démocrates en Russie. Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht — car c'est rester avec le prolétariat révolutionnaire... Laissons les morts ensevelir leurs morts. Quelconque veut aider les hésitants doit d'abord cesser d'hésiter lui-même. Voilà ce qui était devenu la devise des bolcheviks, la source de leur force : la certitude que l'isolement à l'égard des partis hésitants ou traités entraînerait l'unité avec le prolétariat révolutionnaire. C'était aussi la devise de la Gauche communiste.

On mesure la portée du drame historique dont nous avons parlé en confrontant ces phrases qui résument toute la force et toute l'audace des bolcheviks en 1917 aux tentatives de recréer, après 1921 (et même en 1919-20, quoique de façon moins apparente) cette « unité » des partis « ouvriers » qu'on écartait en 1917 dans l'intérêt même du mouvement communiste. C'est en vain que la Gauche, dans une série d'articles au titre sans équivoque : la valeur de l'isolement, s'acharna à rappeler aux militants que leur séparation d'avec les sociaux-démocrates n'était pas une faiblesse, mais une force et le seul moyen de rassembler le prolétariat révolutionnaire ; c'est en vain encore qu'elle se battra dans les Congrès ou les Exécutifs élargis de l'I. C. pour qu'on tire de ce mot d'ordre (fruit de la certitude et non du désespoir, d'une lucide préparation aux luttes que prépareraient nécessairement les contradictions de la société bourgeoise et non de l'attente passive du miracle), la force de marcher sur sa propre voie, sans compagnons de route incertains, mais avec l'armée anonyme du prolétariat révolutionnaire.

Notre courant n'a jamais considéré ce drame à la lumière misérable des erreurs de Pierre ou de Paul, particulièrement en ce qui concerne le Parti bolchevique, ses militants et ses chefs qui supportèrent tout le poids de l'échec de la révolution européenne. Le problème doit être posé dans des termes tout différents. Dans sa *Maladie infantile du communisme*, Lénine montrait qu'une des causes de la victoire de 1917 résidait dans le fait que les bolcheviks, contrairement à l'exil par le tsarisme, avaient pu y entrer en contact avec le « dernier cri » de la théorie marxiste confirmée par l'irremplaçable leçon des luttes physiques de la classe ouvrière, puis ensuite l'« importer » dans la Russie encore en partie pré-capitaliste. Un des enseignements d'Octobre, le plus important peut-être, réside justement dans le fait qu'en Russie, là où une possibilité d'alliance temporaire avec des groupes considérés comme « voisins » pouvait encore trouver une justification historique, les bolcheviks appliquèrent au contraire la tactique et la stratégie de la révolution prolétarienne, dirigée par le seul parti communiste. En l'espace de quelques mois, toute la gamme des alliances possibles était épuisée et le dernier lambeau de respect des fausses « valeurs » démocratiques piétiné par les ouvriers, les soldats et les paysans rassemblés sous le drapeau d'un Parti qui, seul parmi tous les autres, avait su « cesser d'hésiter lui-

même » et prendre, au mépris des investitures formelles, tout le pouvoir.

Leur immense force, les bolcheviks la tenaient, selon Lénine lui-même, du prolétariat international. Pour qu'ils ne faiblissent pas à la barre de la nouvelle Internationale, il fallait que cet apport international ne se tarisse pas, et en particulier que le mouvement communiste d'Occident leur apporte les leçons mûries au cours d'une lutte séculaire contre la démocratie et ses institutions, contre les blocs informés avec les partis de la petite-bourgeoisie hésitante, contre les méfaits de l'électoratisme dans le mouvement ouvrier. Les bolcheviks, qui n'avaient eu à lutter que contre un spectre anémique de démocratie, ne pouvaient, sans cet apport vital, tracer leur voie aux partis d'un Occident plongé jusqu'au cou dans le démocratisme, le parlementarisme, les blocs électoraux : c'était à nous, prolétaires d'un capitalisme plus que développé, de le faire.

Il n'en fut pas ainsi. Loin de recevoir cet indispensable oxygène des partis occidentaux, les bolcheviks qui supportaient le poids combiné de la dictature communiste en Russie et de la nouvelle Internationale, reçurent l'encouragement opposé, du parti allemand en particulier vers lequel une juste vision des perspectives historiques leur faisait davantage tourner leurs regards : il n'est pas un expédient tactique — depuis la « lettre ouverte » jusqu'à l'appui aux gouvernements sociaux-démocrates, du front unique politique à la participation à de soi-disant gouvernements ouvriers — qui n'ait été lancé, entre 1921 et 1923 (c'est-à-dire dans les années cruciales qui décidèrent pour longtemps du sort du mouvement mondial), en Europe occidentale et, plus spécialement, centrale. C'est sur les partis de cet-

tion : en Occident, la voie qu'ils avaient empruntée les premiers devait nécessairement devenir la voie de tous les communistes. Une dure expérience, et non un génie particulier à ses militants, avait permis à la Gauche communiste de se débarrasser depuis longtemps des expédients du front unique politique, des suggestions de la « conquête de la majorité », des illusions tenaces de l'« unité prolétarienne ».

Dès que les Thèses du premier Congrès de l'I. C. (1919) furent connues en Occident, la Gauche y retrouva le noyau des positions qu'elle avait constamment défendues, en particulier dans sa lutte contre la droite et le centre unis du parti socialiste italien. Elle n'en mit pas moins en garde contre les effets dangereux de ce « bloc » que proposaient les thèses avec « ces éléments du mouvement révolutionnaire qui, bien que n'ayant pas appartenu au parti socialiste, comme les syndicalistes révolutionnaires, se placent sur le terrain de la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir soviétique ». Dans le numéro du 10 août 1919 du « *Soviet* », organe de la Gauche communiste, on lit en effet : « Pour exprimer notre point de vue sans restrictions, nous affirmons que les communistes doivent exclure toute politique de coalition, même pour des actions contingentes, et compter uniquement sur les forces qui agissent selon leur programme précis. Si les alliances transitoires permettent de faire face à une situation déterminée, c'est en compromettant la possibilité d'affronter la situation suivante au cours de laquelle, par la force des choses, l'alliance doit se briser sur les divergences initiales du programme ; cela sera toujours à mettre au passif du mouvement. » Forte de cette conviction, la Gauche communiste obtint au II^e Congrès de l'I. C. que les conditions d'admission soient rendues plus dures que ne le voulait la délégation russe, sans que toutefois toutes ses propositions soient retenues. Elle insista sans succès, à ce même congrès, pour que l'Internationale

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917.
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.
- L'économie russe de la révolution à nos jours.

La brochure de 188 pages : 9 F.

En vente dans les principaux kiosques et librairies ou à l'adresse du « Prolétaire ».

te zone décisive que devrait retomber, si un tel procès à l'histoire avait le moindre sens, la responsabilité de la dégénérescence progressive de la III^e Internationale. Mais la seule chose qui nous importe en cette matière, c'est de tirer une nouvelle confirmation de cette thèse fondamentale : là où la bourgeoisie règne depuis plus d'un siècle et a su enrober sa domination de démocratie et de « principes éternels », la leçon donnée au mouvement communiste par les bolcheviks en 1917 doit non seulement être apprise, mais encore poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes, et l'intransigeance doit être totale.

Au V^e Congrès de l'I. C. en 1924 et à l'Exécutif élargi de l'hiver 1926, la Gauche communiste lança un brûlant appel au mouvement communiste occidental pour qu'il restituât aux bolcheviks, en les renforçant de sa propre expérience, les enseignements qu'il avait reçus d'eux à la fondation de l'Internationale, afin que soient sauvées ensemble la révolution russe en péril et l'Internationale gravement menacée. L'appel tomba dans le vide. Comme le montra le rapporteur par des citations de divers documents (discours du représentant de la Gauche au lointain congrès socialiste de Bologne en Italie, discours au II^e Congrès de l'I. C. un an plus tard), dès la fin de la première guerre mondiale le ton de la Gauche communiste était déjà celui-là : elle n'avait jamais cherché dans la révolution russe la « nouveauté imprévisible » ou le « modèle inégalable », mais bien l'écrasante confirmation de ce que le marxisme avait toujours prévu ; elle savait qu'elle pouvait à son tour apporter aux géants de la Russie bolchevique une confirma-

tion unique pour toutes ses actions et en déduire des normes tactiques et organisationnelles rigoureusement définies. Elle se trouva déjà seule à le faire.

L'alarme jetée dès 1920 se révéla prophétique : des conditions d'admission trop lâchement définies, la manière dont on les appliqua en Allemagne, en France et, plus tard, en Italie, permirent au v. r. du manoeuvrisme tactique, de l'éclectisme, de l'électoratisme, en somme de ce « centrisme » qui avait été la bête noire des bolcheviks, de s'infiltrer dans l'Internationale. La voie était ouverte pour une nouvelle vague révisionniste à laquelle on donne souvent le nom de Staline, mais dont il ne fut que le bourreau : la glorieuse vieille garde bolchevique la paya de sa vie et, avec elle, tout le mouvement communiste.

Si nous évoquons aujourd'hui les débats d'alors, c'est pour réaffirmer avec toute la force que lui donne l'épreuve souveraine de l'histoire, notre conviction de toujours, notre foi en la valeur de l'isolement. « Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht, car c'est rester avec le prolétariat révolutionnaire ». Ce n'est pas pour nous le mot d'ordre de la lointaine année 1917, mais la condition impérative pour conserver au Parti sa nature révolutionnaire.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - I.M.P. »
9 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.F.P.

REUNIONS DE LECTEURS

A M A R S E I L L E :

Le dimanche 16 mars, à 9 h. 30

au Siège du « Prolétaire »

7, Cours Honoré-d'Estienne-d'Orves

BILAN DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE 1917

A A N G E R S :

le vendredi 21 mars, à 20 h. 30

Bar-Brasserie de la Gare,

11, rue de la Gare.

QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ?

(Pour chacune de ces réunions, le présent journal tient lieu d'invitation.)

(Suite de la première page)

traces de l'opportunisme, pour instructifs qu'ils soient, restent lettre morte pour les masses sans une critique de parti.

Les thèses du CC du PCF de décembre (dites « rapport Waldeck-Rochet ») étaient soi-disant destinées à tirer « les enseignements de mai-juin ». Elles commencèrent, comme il se devait, par rejeter toutes les tentations anti-constitutionnelles par un décret sans appel : « la voie pacifique au socialisme c'est la voie de la lutte de classe sous toutes ses formes SANS LA GUERRE CIVILE ». Cette tautologie étrange signifiait plus qu'elle n'en avait l'air : « Vous ne voulez pas de guerre civile tout en désirant le socialisme ; alors, saluez-moi ! » Toute la force de l'argument réside dans le fait qu'effectivement les ouvriers des pays avancés reculent depuis plus d'un demi-siècle devant la guerre civile indispensible, et dont l'absence a été payée d'incroyables tourments, mais c'est une force formidable. Ceci dit, les « enseignements » annoncés se réduisaient à la répétition mécanique d'un slogan : « En Mai ce qui avait manqué avant tout, c'était une VERITABLE alliance entre la classe ouvrière et les couches anti-monopolistes des villes et des campagnes ». Après Mai, cela sonnait beaucoup trop comme un « attendons donc les prochaines élections » qui avait eu constamment son succès depuis 1945, mais que la grève générale avait désavoué en fait. Un opportunisme aussi quiet et radoteur ne pouvait manquer de susciter la réaction de l'opportunisme inquiet et créatif que réclamaient les temps nouveaux : ce dernier se manifesta en sacrifiant, autant du moins qu'il était possible, LA VOIE PARLEMENTAIRE AU SOCIALISME pour sauvegarder plus sûrement LA VOIE PACIFIQUE AU SOCIALISME. Jusque-là, il ne manquait plus qu'une seule chose à la liquidation totale du Communisme du pseudo-parti « communiste » français : c'est qu'à sa déviation typiquement social-démocrate, il adjoignit une déviation anarcho-syndicaliste, puisqu'il n'en existe pas de troisième. La clarification opérée par la grève générale aura réalisé ce « miracle » qui peut faire « progresser la conscience de classe » à condition d'être compris.

Quiconque douterait de nos affirmations pourra les vérifier dans la symptomatique étude que le « communiste » Garaudy a publiée sur « la révolution et le passage au socialisme dans les pays évolués » ("Le Monde" 20 février 1968)... dans une revue du PC espagnol. Sans cette sage précaution, les ouvriers français invités à aller voter en pleine grève générale politique auraient pu mal prendre tout ce qui avait trait à cette « voie parlementaire » qu'on leur avait alors purement et simplement imposée et qui ne conduisit qu'au maintien du « gouvernement des monopoles ». Qu'on en juge :

« Aujourd'hui, la fonction essentielle de l'Etat, en dehors de sa fonction répressive, est devenue l'organisation de l'économie capitaliste. Comme les investissements sont chaque fois plus considérables (dépassant même les possibilités des monopoles privés) ils exigent une planification à long terme... Les exigences de la continuité et de la stabilité ont atteint (NDR : d'après le contexte, il aurait fallu « porté atteinte », mais Garaudy a sans doute été... retraduit de l'espagnol !) définitivement, en les dépassant, les principes de la libre concurrence politique, lesquels constituaient la charte de la démocratie parlementaire... Au néo-capitalisme, il convient que les décisions les plus importantes soient prises par un appareil d'Etat échappant aux aléas du parlementarisme traditionnel... Le rôle subalterne joué actuellement par le Parlement n'est point un accident momentané de l'histoire... Il se fait que le Parlement ne peut plus jouer son rôle moteur dans la vie politique NI POUR LA CONQUÊTE DU POUVOIR NI POUR LA GESTION DES AFFAIRES DU PAYS... Le blocage des véritables centres de décision n'est plus réalisable, PAS MEME EN GREFFANT UNE NOUVELLE

L'opportunisme du P. C. F.

MAJORITE PARLEMENTAIRE A UN APPAREIL D'ETAT DONT LES CENTRES NERVEUX SONT AILLEURS ».

Ce serait une erreur de principe (et non pas seulement de fait) d'imaginer que le « communiste » Garaudy s'en prend ici au réformisme du PCF. La critique communiste authentique de la prétention social-démocrate d'arriver au socialisme par la voie parlementaire ne repose pas essentiellement sur le fait qu'au cours de l'histoire du capitalisme, l'Exécutif s'est, comme on sait, graduellement émancipé du Législatif, mais bien sur le fait : 1) que jamais la bourgeoisie ne capitulera sans résistance armée ; 2) que l'appareil d'Etat bourgeois ne peut servir à la transformation socialiste de l'économie et 3) qu'il ne peut être remplacé par les organismes de masse du prolétariat qu'à condition d'être préalablement détruit. A cet égard, le fait que le Parlement ait été au centre de la vie politique au 19ème siècle, mais qu'il ait cessé de l'être, non pas en 1958, mais depuis le début du 20ème siècle est tout à fait secondaire. Lénine, qui préconisait la tactique du « parlementarisme révolutionnaire » c'est-à-dire l'utilisation de la tribune du parlement à des fins d'agitation de classe) voyait toujours dans le Parlement ce « centre de la vie politique » qu'il avait effectivement été au siècle précédent, tandis que notre courtois (la gauche italienne à l'époque) adversaire de cette tactique, niait le fait, cinquante ans avant le sieur Garaudy ; mais loin de conclure que le parlement pût servir d'arme à la révolution, Lénine dirigeait tous ses coups contre le parlementarisme social-démocrate ; malgré tout son « modernisme », le sieur Garaudy n'est qu'une canaille réformiste qui n'accepte pas les thèses du 2ème Congrès sur le parlementarisme.

La preuve en est qu'il affirme avec aplomb que si dans la

Vème République, « la politique du Parlement a paru (NDR) condamnée, ce fut pour des raisons techniques et des raisons de classe ». Il est clair qu'il n'y a là aucune analyse scientifique, mais seulement une manœuvre de politicien à prétentions scientifiques. En soutenant mordicus qu'en 1958, le grand capital a vu une MENACE DE CLASSE, une MENACE REVOLUTIONNAIRE dans le... Parlement, Garaudy légitime non seulement à posteriori le social-démocratie patent du PCF depuis 1945, mais par avance son social-démocratie futur. En parlant des « raisons techniques » de l'effacement du Parlement, il minimise par contre l'importance pratique de la défaite électorale de son Parti et de toute la Gauche, il invite les ouvriers à ne pas en tirer de leçons et il montre au PCF comment il pourrait sans trop de risques... changer son fusil d'épaule ! Seule la manœuvre politicienne peut en effet expliquer que le même homme écrive froidement que même si on avait la majorité parlementaire, on ne disposerait pas pour autant de l'appareil d'Etat PARCE QUE (NDR : sic) le Parlement a cessé d'en être le centre nerveux et, à quelques lignes de distance, que « dans la conjoncture de notre époque et de notre pays, le Parlement, en une nouvelle corrélation de forces de classes, peut encore jouer un rôle important de contrôle des décisions grâce à la représentation populaire ». De contradictions aussi insolentes, ce qui ressort de plus clair, c'est qu'une canaille « à la page » est la pire de toutes les canailles possibles.

L'équilibrisme opportuniste qui n'avance pas une seule thèse qu'il ne nie à la ligne suivante tout en prétendant les concilier mérite plus que tout le dégoût et la haine que le PCF rencontre dans de larges couches ouvrières, mais la « conscience de classe » commence bien au-delà. Dans sa hâte à

effacer s'il se peut, les stigmates de crétinisme parlementaire dont son Parti est tout marqué, Garaudy formule en effet une thèse qui, indépendamment de sa misérable personne, rencontre un large succès dans la classe ouvrière. Lisons : « Tout cela (NDR : l'effacement et l'impotence totale du Parlement moderne) n'exclut d'ailleurs ni l'utilisation des élections parlementaires, ni les manifestations de masse dans la rue (NDR : mais « sans gestulations sur les barricades »), mais ne fait que souligner l'essentiel : le blocage de l'appareil d'Etat qui s'est mué en un énorme appareil économique dont se réalise d'abord au niveau économique... La lutte des masses, tant par les élections et le Parlement que dans la rue, est un moyen d'appuyer la lutte portée sur le principal théâtre des opérations (NDR : sic !!!) : la paralysie économique d'un Etat dont la fonction essentielle est économique ». Qu'est-ce que cela sinon l'argument typique de l'opportunisme ANARCHO - SYNDICALISTE qui tout autant que la social-démocratie a toujours repoussé le principe REVOLUTIONNAIRE de la révolution politique et de la dictature prolétarienne ? Quel avantage l'opportunisme du PCF, jusqu'ici typiquement social-démocrate, peut-il attendre de cette argumentation toute nouvelle chez lui ? L'étouffement de ces principes vitaux. L'étrange conciliation des contraires tentée par le « hardi Garaudy » prouve donc que l'anarcho-syndicalisme peut en cas de besoin servir les mêmes buts défaits que le social-démocratie. Il ne faudrait pas l'oublier sous le prétexte que l'anarcho-syndicalisme de Garaudy n'est jamais qu'une caricature de l'anarcho-syndicalisme réel, comme il nous en avertit lui-même en protestant que ses idées n'ont « rien à voir avec le mythe anarcho-syndicaliste dépassé de l'omnipotence de la "grève générale" laquelle aboutirait aujourd'hui à isoler une fraction des travailleurs et

de la grande masse ». Les « prouesses » du charlatan qui insinue que seule « une fraction des travailleurs » est en lutte alors que la grève est « générale » et que lorsque la « grande masse » combat la bourgeoisie, ce n'est pas la bourgeoisie qui est isolée, mais la « grande masse » qui se réduit à l'état de « fraction » d'elle-même, ne peuvent qu'exciter le plus complet mépris. Quand à la fin des fins le charlatan en question adjure son parti de « fournir une preuve constante que notre marxisme-léninisme continue d'être pour nous un instrument de recherche et de découverte et que, grâce à lui, nous faisons progresser la science vivante du développement des sociétés », tout un chacun a le droit de lui rire au nez. Certes seul un opportunisme en complète décomposition pouvait imaginer de marier le réformisme social-démocrate et l'apolitisme anarcho-syndicaliste ; mais si cet apolitisme n'avait pas constitué une ressource contre-révolutionnaire, jamais il ne l'aurait jugé utile.

La « conscience de classe » commencée avec la conviction qu'on ne peut ni conquérir légalement le pouvoir à des fins socialistes ni paralyser l'Etat bourgeois par des actions purement économiques ; que même « conquis » l'appareil de l'Etat bourgeois serait inutilisable pour la classe ouvrière, ce qui ne signifie pas qu'il faille le laisser en place pour se consacrer à la « lutte économique », mais bien qu'il faut le détruire et le remplacer par un autre pour pouvoir arriver au socialisme. Le développement de cette conscience n'est donc pas autre chose que le développement du Parti historique qui, depuis 1848, soutient ces thèses caractéristiques. L'heure venue, il en assurera le triomphe en dirigeant contre les forces coalisées du Capital la plus formidable offensive militaire de Parti appuyée sur la plus formidable grève politique de masse, mais il faudra bien des épreuves encore avant que la pauvre « conscience » d'aujourd'hui se transforme au point de comprendre qu'il n'est d'émancipation prolétarienne qu'à ce prix.

Un mensonge impudent la garantie de l'emploi

(Suite de la page 2)

fin, durant lesquels, tout le dispositif anti-grève mis conjointement sur pied par l'Etat capitaliste, le patronat et le syndicalisme opportuniste, s'attachera à prévenir ou rendre plus difficile la lutte frontale qui est le seul salut des exploités.

Contre cette collusion scélérate, nous n'avons pour l'instant d'autre arme que celle de la vérité : pour la force de travail, il n'existe et ne peut exister, aucune garantie possible, et, surtout, pas de « garantie de l'emploi ». Le mode de production capitaliste est par définition anarchique et toute tentative de le « rationaliser » ne fait qu'accroître cette anarchie. C'est le pire des mensonges que de laisser croire que l'avidité patronale en direction du « profit maximum » est la cause principale de cette anarchie. La vérité, c'est que, sous le régime de la production marchande un équilibre stable est impossible entre les disponibilités

qualitatives et quantitatives en main - d'œuvre et les exigences du marché du travail. Et il n'est au pouvoir de personne — patron ou responsable syndical ; « pouvoir responsable » ou « démocratie véritable » — de concilier les besoins humains de la marchandise-forced-travail et les exigences inhumaines du système qui l'exploite.

C'est pourquoi les prétendus « remèdes » apportés à ces plaies incurables de la société bourgeoise n'ont d'autre but que d'en masquer les hideurs trop évidentes afin de mieux désarmer leurs victimes. Accorder à un ouvrier déclassé deux mois de son ancien salaire, voilà un « avantage » qui n'est destiné qu'à l'empêcher de trop hurler au moment où ses camarades peuvent encore l'entendre, voilà une aide effective apportée au patronat dont la philanthropie sociale n'est bien entendu déterminée que par le souci de prévenir toute explosion de colère de ceux qu'elle opprime, qu'à éloigner la révolte des sacrifiés et la rendre stérile si elle vient tout de même à éclater.

A cette politique de trahison, nous opposons la vraie lutte de classe. Contre les licenciements, une seule revendication peut faire le bloc de tous les exploités, qu'ils soient déjà privés d'emploi ou encore pourvus : celle du paiement intégral du salaire aux chômeurs. On nous objectera que c'est impossible sans la ruine de « notre » industrie ? Il faut choisir : ou le prolétariat détruira le capital ou le capital déclinera le prolétariat. La crise générale, de toute façon, est inévitable. Ce qui compte pour la classe ouvrière c'est de l'aborder, non pas désarmée, découragée, déclassée par les « déclassés » successifs, mais en pleine force et avec la décision de la mettre à profit pour détruire une société qui n'a que trop longtemps vécu de son sang et de ses souffrances.

La journée d'action du 12 février

(Suite de la première page)

puis octobre par les responsables C. G. T. ne fait aucun mystère de leurs préoccupations à ce sujet. Crainte d'être « débordés », hantise de l'aventure », phobie des « gauchistes » et de la « provocation », approbation tacite de la répression anti-étudiante, ces positions aberrantes de gens qui, sans broncher, prétendent être, eux, les « vrais révolutionnaires », à des raisons bien précises et bien impérieuses. Les « responsabilités » dont ces messieurs se sentent investis, ne sont nullement des responsabilités à l'égard de la classe ouvrière, de ses luttes, de ses intérêts tant immédiats que futurs ; ce sont des responsabilités à l'égard de « l'ordre », de la production, des investissements, bref des responsabilités à l'égard du capital !

Qui en doute encore peut en trouver la preuve dans la propre littérature des intéressés, qui s'évertue à démontrer que la grève de mai n'a pas porté tort au capitalisme et qu'il suffirait de peu de choses pour que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes gaulliste. « Bien loin de nuire à l'intérêt national — écrit A. Fajon dans « L'Humanité » du 30-1-69 pour définir l'attitude du P. C. à l'égard de la « journée » du 12 février — le succès de la grève (de mai, NDR.) a stimulé l'économie française... ». « Les revendications que la C. G. T. met en avant — dit-il encore — tendent pour l'essentiel à restituer aux travailleurs leur pouvoir d'achat d'après-grève, à garantir par un système d'échelle mobile tout recul imposé au patronat, à améliorer les rémunérations en relation avec la croissance du revenu national. Rien n'est plus équitable ». « En bref, conclut Fajon — le souci du progrès social immédiat et une conception juste de l'intérêt national et de l'avenir de la France se conjuguent pour que notre parti appuie sans réserve l'action revendicative du 12 février ».

Et G. Ségué, de son côté, déclare, en constatant que les augmentations obtenues en juin ont été

« amputées de 6 % » que le « rendez-vous de mars... avait été pris précisément dans le but de remédier à de telles disparités ». Il se plaint ensuite de ce que « patrons et gouvernement ne conçoivent la discipline qu'à sens unique » et qu'ils prétendent venir à ce rendez-vous « pour ne rien décider » : M. Ségué est sans doute à mille lieues de se douter qu'il vient là de formuler la condamnation la plus catégorique de ce « syndicalisme de négociation » (à sens unique !) dont il est le plus remarquable représentant !

Le sens de ces déclarations est limpide : pour les « syndicalistes » et « communistes » d'aujourd'hui, il ne s'agit pas d'organiser une riposte de classe à ce qui est une offensive de classe, mais seulement de discuter à nouveau pour supprimer quelques « disparités » et rétablir ce qui est « équitable ». Attendons-nous donc à de nouvelles palabres, à de nouveaux « engagements », non tenus et, en définitive, à une soumission encore plus grande à « l'intérêt national », à « l'avenir de la France », à toutes les exigences économiques et politiques du système social que le prolétariat a pour mission de détruire.

Que tout ce personnel de laquais du capitalisme continue à trôner imperturbablement à la tête des syndicats, voilà qui prouve surabondamment que la grande grève de mai 1968 en dépit de son ampleur, s'est tout de même soldée par une défaite politique de la classe ouvrière. Mais que les fonctionnaires syndicaux aient quelque difficulté à ramener les ouvriers dans l'ornière d'une ligne d'action dont, visiblement, ils ne veulent plus, voilà qui, par contre, signifie que quelque chose a changé depuis mai-juin. Il ne s'agit encore que d'une réticence confuse à l'égard de la ligne syndicale capitalarde dont la faillite n'est plus à démontrer et le chemin est long qui doit mener à l'épuration des rangs ouvriers de tout opportunisme. Mais c'est une raison de plus pour saluer ce qui pourrait bien être la première étape.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1969

LISTE N° 2

Adolphe, soutien, 5 ; Raymond, soutien, 30 ; S. 50 ; Pascal, soutien, 5 ; Valeria, 10 ; Serge, soutien 5 ; Jacques, 2,70 ; Lodève Rouge, 20 ; Alfred, 2,20 ; André, 70 ; Magali, 10 ; Lucien, 20 ; André, 2 ; un Postier 20 ; Alfred, 3 ; Paris, 251,50 + 33 ; Grobia Bezon, 20 ; Anita, 10 ; Dominique, 20 ; Feruchio, 10 ; Paris, 95 ; Cecchino, 10 ; Mario, 20.	
Total précédent	3.078,03
Total liste N° 2	734,40
Total général	3.812,43